



Bureau National du 23 janvier 2013

Rapport de Tonio Sanchez secrétaire national.

Extraits

L'année 2012 s'est terminée, par le vote du budget national 2013 :

*30 milliards de cadeaux fiscaux supplémentaires aux entreprises

*60 milliards « d'économies » sur les dépenses publiques en 5 ans.

...Arrivent maintenant les négociations sur le financement de la protection sociale et des retraites. Le MEDEF veut geler les retraites complémentaires pendant 5 ans, le gouvernement veut désindexer le régime général de l'inflation, autrement dit tous deux sont d'accord pour baisser le niveau des pensions de retraites. Rappelons qu'avant la réforme Balladur de 93, les retraites étaient indexées sur les salaires. Le gouvernement de l'époque les a indexées sur les prix. Résultat : moins 20% sur les pensions. Aujourd'hui c'est une nouvelle baisse qui se profile. Voilà dans quel cadre les négociations sur les retraites complémentaires ont lieu avec les syndicats.

Les résultats du « dialogue social » sont salués par le MEDEF et le gouvernement. C'est l'institution de la précarité au travers du contrat de travail au gré des entreprises, c'est la fin des contrats à durée indéterminée, le code du travail vidé de son contenu, le salarié sans défense. Le droit pour les patrons de licencier sans que le salarié puisse le contester devant les prud'hommes, sera inscrit dans la loi. La aussi quelques rappels :

*86% des embauches aujourd'hui se font sous contrats précaires

*1 million de suppressions d'emplois ont fait l'objet d'une rupture conventionnelle en 2012 (900.000 en 2011). Avec la nouvelle loi, le salarié n'aura plus le choix d'accepter ou de refuser son départ de l'entreprise, le patron le licenciera sans possibilité de défense.

L'accord sur le « marché du travail » c'est la baisse des salaires contre maintien de l'emploi. D'ailleurs Renault après avoir annoncé 7.500 suppressions d'emplois exerce déjà ce chantage à l'emploi en menaçant de fermer des sites en France si un accord n'était pas trouvé avec les organisations syndicales.

Tout confirme donc notre analyse ; dialogue social = recul social.

...La droite applaudit, le FN se tait, le Front de Gauche hurle mais ne propose rien pour s'attaquer au Capital... Le PCF propose de « réorienter les crédits » et de « pousser l'ensemble du système bancaire vers de nouvelles pratiques », comme Hollande il propose la création d'une « banque publique européenne ».

... Les centrales syndicales poursuivent cette politique de « dialogue social ». La CFDT sans surprise sert les intérêts des multinationales. Chérèque se voit offrir par le gouvernement un poste construit de toute pièce pour lui permettre « lutter contre la pauvreté » ! On avait déjà vécu ça avec N. Notat. Les fins de carrières des dirigeants de la CFDT sont assurées. Rappelons que l'accord sur le « marché du travail » a été signé par 3 syndicats qui ensemble sont minoritaires. FO n'a pas signé l'accord, elle souhaitait une taxation plus forte des contrats précaires. Quant à la CGT qui avait annoncé à l'avance son intention de ne pas signer, elle s'en remet aux parlementaires pour modifier l'accord, pas d'appel à la lutte.

Ce qui n'empêche pas d'ailleurs les luttes de se développer dans les entreprises. Les enseignants sont fortement mobilisés contre les projets du gouvernement. Luttes également à Aulnay où l'entreprise est paralysée depuis plusieurs semaines, chez Virgin, débrayages chez Renault, luttes chez Sanofi, Arcelor, Goodyear, à la Poste et dans des tas d'autres entreprises, journée de grève le 31 janvier dans la Fonction Publique. Les salariés, même si les formes de luttes sont quelquefois confuses, ne se laissent pas faire.

La casse continue avec Peugeot et Renault et une multitude d'industries comme la construction, l'électronique, la sous-traitance et les équipementiers automobiles. En 2012, 70 plans de licenciements par mois ont été mis en œuvre. Le chômage explose, 1500 privés d'emplois tous les jours. Le financement de la protection sociale va être « négocié » entre syndicats, patronat et gouvernement, les cotisations chômage sont particulièrement visées. ...Les mêmes ingrédients, les mêmes recettes sont utilisées en Europe : baisse du coût du travail, droits des salariés supprimés, attaques sur le social, les retraites, les contrats de travail, plans d'austérité de plus en plus durs pour les travailleurs.

Ces recettes ont partout les mêmes effets, l'Allemagne, présentée comme modèle, compte 7 millions de salariés précaires à 400 euros par mois. Plus

de 8 millions de salariés ne disposent que de 270 euros pour 15 h. de travail par mois, sans parler du travail à 1 euro pour dégraisser les statistiques du chômage. Gérard Schröder qui est à l'origine avec les syndicats allemands d'une telle politique déclare : « L'Allemagne attend que la France fasse ses devoirs » ! « Le modèle allemand a du plomb dans l'aile » commencent à souligner quelques journalistes.

Ce n'est pas évidemment pas terminé. Ce qui vaut pour l'Allemagne, vaut pour les autres pays d'Europe avec des particularités liées à des réalités historiques.

La concurrence entre multinationales est féroce, les fusions, acquisitions, achats, ventes entre grands groupes se poursuivent... Cette concurrence est évidemment mondiale.

.... D'après l'OCDE les pays dits « émergents » devraient représenter 60% du PIB mondial en 2030 (70.000 milliards de dollars aujourd'hui, l'Europe c'est 25.000 milliards de dollars).

Pour s'accaparer des richesses, les Etats impérialistes emploient tous les moyens pour imposer leur domination et exploiter les peuples. Après l'Afghanistan, l'Irak, la Lybie, c'est l'Afrique qui est visée. Le gouvernement Hollande se distingue dans sa volonté de « combattre le terrorisme » qui n'est évidemment qu'un prétexte préparé de longue date... Ce qui fait dire au journal « Les Echos » : « La France défend ses intérêts économiques dans la région ». Le gâteau à partager est énorme. Les peuples africains déjà très pauvres subissent tout cela.

Le gouvernement Hollande n'a pas mis longtemps à trouver les milliards d'euros nécessaires pour faire la guerre au Mali au service des multinationales qui exploitent les richesses de cette région et les peuples.

www.sitecommunistes.org